

Dépasser la diplomatie de l'amitié

Nakajima Mineo

Le voyage officiel de l'empereur en Chine, prévu pour cet automne, est sur le point de recevoir le feu vert. Le débat suscité par cette visite fournit un intéressant sujet d'étude, notamment parce qu'il a levé la voile sur le mode de décision japonais en matière de politique étrangère.

La nation tout entière semble avoir pris part au débat. Au sein du gouvernement s'est mis en place un processus complexe de concertation visant à prendre en compte les souhaits des principaux dirigeants ainsi que l'avis des diplomates et d'autres fonctionnaires. Dans le monde politique, certains partis d'opposition se sont élevés contre le projet et, même au sein du Parti libéral-démocrate (PLD), qui détient le pouvoir, on a noté des divergences d'opinions. Les médias ont pris peu à peu parti pour le voyage, à l'exception du quotidien *Sankei Shimbun*, qui y reste résolument hostile. Des intellectuels influents ont longuement débattu du pour et du contre, et les groupes de pression se sont mis de la partie, certains d'entre eux allant jusqu'à organiser des meetings et faire paraître des annonces publicitaires dans la presse pour exprimer leur point de vue.

Mais l'essentiel demeure la portée diplomatique du voyage en Chine, le premier jamais effectué par un empereur japonais. Un tel événement représente un choix important pour la politique étrangère du Japon, et la question est de savoir si le moment est

opportun. La nation s'est montrée très partagée, encore plus qu'à l'occasion du débat sur la Loi pour une participation aux opérations de maintien de la paix de l'ONU, récemment promulguée. Les Japonais, dont les vues avaient fini par converger quant au rôle et aux responsabilités dévolus à leur pays dans la communauté internationale, ne sont pas parvenus à atteindre un consensus quand il a été question d'une visite amicale de leur empereur en Chine pour commémorer le vingtième anniversaire de la normalisation des relations bilatérales.

Durant les derniers mois, alors que le monde politique était absorbé par la loi sur les opérations de maintien de la paix, le projet de voyage en Chine a donné lieu à de nombreuses discussions : fallait-il l'autoriser, s'y opposer, ou le reporter à une date ultérieure ? Dans l'ensemble je me suis tenu à l'écart du débat. A l'exception d'un article pour le *Mainichi Shimbun* du 9 juillet, j'ai refusé de m'exprimer, de crainte de contribuer à une polarisation de l'opinion publique. Mais, à présent que le voyage est pratiquement décidé, une réflexion constructive sur l'avenir de nos relations avec la Chine s'impose, et c'est dans cette optique que j'ai rédigé cet article.

Où l'extrême droite et l'extrême gauche se rejoignent

Le premier ministre, Miyazawa Kiichi, et son entourage ont abordé la question du voyage en Chine avec circonspection. Toutefois, comme ils y sont foncièrement favorables, ils se sont efforcés, par la voie de la concertation, de faire fléchir les opposants au projet, surtout au sein du PLD. Le ministre des Affaires étrangères, Watanabe Michio, et les diplomates sous ses ordres ont montré davantage d'en-

Nakajima Mineo Né en 1936. Docteur en relations internationales de l'Université de Tôkyô. Actuellement professeur et directeur de l'Institut des Affaires étrangères à l'Université des Langues étrangères de Tôkyô. Auteur de plusieurs ouvrages dont *Gendai Chûgoku ron (La Chine d'aujourd'hui)* et *Nihon gaikô no sentaku (Les choix diplomatiques du Japon)*.

thousiasme. M. Watanabe a pris parti pour le voyage au début du mois de janvier, lors d'une visite en Chine où il a accueilli favorablement l'invitation faite à l'empereur par Pékin. Mais, dans la population, les résistances restent fortes.

Plusieurs arguments ont été avancés soit contre le voyage soit pour temporiser. En premier lieu vient le fait que le climat politique en Chine est trop hostile au Japon. Les deux pays, ainsi que Taiwan, n'ont pas encore réglé leur différend territorial à propos des îles Senkaku et Pékin réprouve certaines initiatives de Tōkyō, comme la décision d'envoyer des troupes en mission de maintien de la paix. Ensuite, il y a l'instabilité de la conjoncture politique chinoise, caractérisée par d'âpres luttes au sommet entre réformateurs et conservateurs. Enfin, la plupart des adversaires du voyage estiment qu'une visite impériale serait pour le moins intempestive au regard de la fermeté affichée par les nations occidentales à la suite de la répression du mouvement démocratique chinois sur la place Tiananmen.

Tous les opposants récuse aussi l'idée que l'empereur puisse être utilisé à des fins politiques. Parmi les plus acharnés, on trouve de fervents partisans de la monarchie. Ces membres de l'extrême droite, et d'autres, professent pour la maison impériale une grande loyauté et une profonde affection, et refusent de voir leur souverain mêlé à la politique. D'autres adversaires, non moins intractables, se recrutent à gauche. En effet, bien que la Constitution d'après-guerre ait restreint le rôle de l'empereur, bien des intellectuels restent hostiles au régime impérial, et donc à la visite en Chine. C'est ainsi que des groupes situés aux deux extrémités de l'éventail politique se trouvent étrangement d'accord sur un point. J'en donnerai pour exemple la position prise par Suenami Yasushi, journaliste du *Akahata*, le quotidien du Parti communiste japonais. Dans un article publié il y a environ six mois, il se prononçait contre le voyage parce qu'il y voyait une exploitation politique de l'empereur par les autorités chinoises et le gouvernement nippon¹. Cette convergence de vues extraordinaire entre les deux pôles idéologiques est un phénomène que l'on a rarement eu l'occasion d'observer sur la scène politique d'après-guerre.

Pour sa part, la majorité de la population n'est, à mon avis, ni franchement hostile ni vraiment favorable au projet. La plupart des Japonais, certes non

sans appréhension, accepteraient le voyage sous certaines conditions. Voyons à présent les raisons de cette réticence.

Tōkyō à la botte de Pékin ?

Le gouvernement attend de la visite impériale en Chine un renforcement des liens bilatéraux et une consolidation de la paix et de la stabilité en Asie. Il nous assure, avec le soutien des membres de la Ligue parlementaire pour l'amitié sino-japonaise et des intellectuels favorables au voyage, que celui-ci sera un symbole de l'amitié qui unit les deux peuples. Campés sur ces bons sentiments, les partisans du voyage s'esclaffent à l'idée que quiconque puisse songer à utiliser l'empereur à des fins politiques étroites.

Je n'ai rien contre cette façon de présenter les choses, mais je voudrais attirer l'attention sur le fossé qui sépare la position officielle de Tōkyō vis-à-vis de la Chine et le sentiment de l'opinion publique japonaise. Certes, une bonne part de l'hostilité au voyage impérial peut être attribuée à la nature de la politique intérieure et étrangère chinoise, et surtout à la dictature exercée par le parti communiste. Mais je pense que l'ultime réticence provient du malaise généralisé qu'inspire à la population la « diplomatie de l'amitié » menée sans relâche par Tōkyō depuis 1972, année de la normalisation des rapports avec la Chine. Mes sentiments à ce sujet, je l'admets, résultent en partie de divergences entre mes vues et celles des diplomates chargés de notre politique chinoise. En tant que sinologue, j'ai été maintes fois contrarié par la manière dont le gouvernement a choisi d'agir avec Pékin.

J'ai défini dans un livre cette diplomatie de l'amitié comme l'attitude d'un pays impressionné par son partenaire. Les diplomates japonais n'y voient peut-être pas de servilité, mais les choix faits par le gouvernement n'en laissent pas moins l'impression que Tōkyō est à la botte de Pékin. Nos diplomates ont toujours accordé une attention excessive aux conditions et exigences chinoises, donnant la priorité absolue aux rapports amicaux pour éviter d'incommoder Pékin. C'est là une attitude qui, à mon avis, a dû bien souvent mécontenter et irriter les Japonais.

Un bref retour sur les deux dernières décennies éclairera mon propos. Quand le Japon frappa à la porte de la Chine, en 1972, la tourmente de la révolution culturelle se calmait tout juste. Cela faisait à peine un an que Lin Biao était mort, officiellement au cours d'une tentative de fuite, et la situation

1. Suenami Yasushi, « Tennō hō-Chū keikaku o tou » (A propos du projet de visite impériale en Chine), *Zen-ei*, février 1992.

politique était plus qu'instable. A partir de là, le régime de Mao Zedong commença à montrer des signes de faiblesse, et Deng Xiaoping, réhabilité en 1973, engagea une politique de réforme et d'ouverture sur l'extérieur. En 1975, les réformistes, soutenus par Zhou Enlai, lancèrent les « quatre modernisations » — agriculture, industrie, défense, science et technologie —, mais ils se heurtèrent à une forte résistance. Zhou Enlai mourut en janvier 1976, suivi en septembre par Mao, qui laissait le pouvoir à Hua Guofeng. En octobre, celui-ci fit arrêter la « bande des quatre », ce qui acheva la transition.

La visite de Deng Xiaoping au Japon, fin 1978, donna lieu à de grandes festivités. Le traité de paix et d'amitié venait d'être signé et les relations économiques paraissaient prometteuses. Rappelons toutefois que ce traité comportait une clause assurant que ni le Japon ni la Chine ne nourrirait d'ambitions hégémoniques, mais visant en fait l'URSS. S'il n'est pas sûr que l'inclusion de cette clause ait été une bonne décision pour le Japon, il est en revanche certain que Pékin l'exigeait et qu'il a obtenu satisfaction. Or, Deng Xiaoping n'était pas plus tôt rentré en Chine que son pays lançait une attaque militaire contre le Vietnam et appelait à des sanctions contre Hanoï. Ce comportement hégémonique de la part d'un pays qui venait précisément d'y renoncer déplut aux Japonais.

Une décennie mouvementée

Tout au long des années 80, les relations sino-japonaises sont restées instables. Après une dispute, au début de la décennie, à propos de l'annulation par la Chine de contrats concernant l'aciérie de Baoshan et d'autres projets financés avec l'aide japonaise, une polémique éclata au cours de l'été 1982 sur le texte des manuels d'histoire japonais. Pékin accusa Tōkyō d'édulcorer certains passages de l'histoire du Japon, en exigeant par exemple des éditeurs que l'invasion de la Chine par les troupes japonaises soit qualifiée d'« expansion ». Les médias nippons, qui n'en avaient pas encore fini avec le culte qu'ils vouaient au maoïsme à l'époque de la révolution culturelle, ne firent qu'aggraver l'affaire en lui donnant un éclairage prochinois. Pékin demanda que les manuels fussent réécrits, ce qui revenait à s'ingérer dans les affaires intérieures du Japon. Finalement, Miyazawa Kiichi, alors secrétaire général du cabinet, annonça qu'à l'avenir on rédigerait les manuels scolaires en tenant compte des préoccupations des pays voisins, et l'incident fut clos.

L'accrochage suivant eut lieu durant l'été 1985, quand la Chine s'indigna de la visite effectuée par le premier ministre, Nakasone Yasuhiro, au sanctuaire Yasukuni, qui est dédié aux mânes des soldats morts à la guerre et abrite les reliques de criminels de guerre de catégorie A. Quelques mois plus tard, M. Nakasone s'entretint avec le premier ministre chinois, Zhao Ziyang, au siège des Nations Unies et parvint à calmer la situation.

Les manuels scolaires se trouvèrent à nouveau au centre d'une polémique en 1986, lorsque parut *Shimpen Nihonshi*, un texte révisionniste édité par un groupe d'extrême droite. Le gouvernement exigea que de nombreux passages soient réécrits avant de donner son approbation, mais les propos incendiaires tenus par le ministre de l'Éducation, Fujio Masayuki, eurent pour effet d'envenimer la situation. Le discours de M. Fujio était certes passablement anachronique, mais il exprimait tout haut une vue de l'histoire contemporaine généralement occultée et qui va à l'encontre de la version communément admise. Il s'était lancé dans la mêlée pour protester contre l'immixtion chinoise dans les affaires intérieures japonaises, mais on en fit un bouc émissaire et il perdit son poste. A l'automne de cette année-là, alors qu'il s'entretenait avec le secrétaire général du Parti communiste chinois, Hu Yaobang, M. Nakasone déplora à mots couverts les remarques de son ministre de l'Éducation. L'affaire fut ainsi classée, mais les Chinois n'étaient pas vraiment satisfaits.

L'année suivante, il y eut une autre dispute. En février, la cour d'appel d'Osaka statuait que le Kōkaryō, une résidence universitaire de Kyōto utilisée par les étudiants chinois depuis l'époque d'avant-guerre, était la propriété de Taiwan, et non de la Chine. Les Chinois prirent ombrage de cette décision à leur encontre. Ils estimaient que les citoyens japonais étaient tenus de se conformer aux termes du communiqué commun de 1972, du traité de paix et d'amitié de 1978, et des « quatre principes » d'amitié, d'égalité et de réciprocité, de confiance mutuelle et de stabilité à long terme. Ils ne comprenaient pas pourquoi, si le gouvernement était lié par les traités signés, la population en revanche pouvait agir et s'exprimer à sa guise. Même un homme comme Hu Yaobang, qui devait par la suite soutenir le mouvement démocratique chinois, semble ne pas avoir vraiment saisi que, dans un pays libre comme le Japon, les gens ont des droits garantis par la Constitution.

En août 1988, le premier ministre, Takeshita Noboru, se rendit en Chine, porteur d'une promesse d'aide économique très importante. L'heure était à

la « diplomatie de l'expiation », agrémentée de généreuses donations, mais son seul résultat fut d'encourager chez les Chinois une présomption croissante. Voilà où en étaient les rapports bilatéraux quand se produisirent les événements de Tiananmen, le 4 juin 1989, qui rafraîchirent une fois de plus le climat sino-japonais. L'affaire fut tragique pour la Chine, mais elle eut des effets positifs ailleurs, servant notamment de détonateur au mouvement historique qui déboucha sur l'effondrement des régimes socialistes de l'ex-URSS et de l'Europe de l'Est.

Aujourd'hui encore, les pays occidentaux maintiennent une extrême fermeté sur la question du respect des droits de l'homme. Même un personnage aussi prochinois que le président George Bush s'abstint de serrer la main de Li Peng, lorsque celui-ci se rendit en visite à Washington il y a quelque temps. Le Japon, en revanche, envoya son premier ministre, Kaifu Toshiki, en Chine dès l'été 1991, ce qui amena le secrétaire général du Parti communiste chinois, Jiang Zemin, à se rendre à Tôkyô en avril 1992. Loin d'offrir des sujets de satisfaction au peuple japonais, celui-ci exaspéra bien des gens en rendant une visite de courtoisie à l'ancien premier ministre Tanaka et en l'invitant à Pékin².

Ce retour sur les vingt dernières années permet de comprendre pourquoi les Japonais ne sont pas particulièrement sensibles aux appels à des sentiments amicaux à l'égard de la Chine. Cette série de leçons désagréables a nettement refroidi la sympathie qu'ils pouvaient éprouver pour elle. Et ils ont commencé à se lasser de la rengaine lancinante de Pékin condamnant le prétendu militarisme japonais. On peut dire en fait que la politique de la Chine vis-à-vis du Japon est en train de provoquer un choc en retour.

Communisme et diplomatie impériale

De fin janvier à début février, Deng Xiaoping, malgré son grand âge, a effectué une tournée d'inspection dans la région côtière du sud de la Chine, celle qui a progressé le plus vite sur la voie de la réforme et de l'ouverture. A cette occasion, après avoir proclamé que ces objectifs sont fondamentaux pour le pays, il a tout de même rappelé que les « quatre principes cardinaux » restent plus que jamais en vigueur, à savoir : la voie socialiste, le rôle dirigeant

du parti communiste, la dictature démocratique du peuple, le marxisme-léninisme et la pensée de Mao.

Pourquoi une Chine qui reste si résolument attachée à son idéologie communiste orthodoxe cherche-t-elle à instaurer une « diplomatie impériale » en invitant le souverain japonais? Pourquoi tient-elle à tout prix à accueillir un empereur qui, à la lumière de la guerre sino-japonaise, devrait au contraire faire l'objet d'un rejet? Après leur prise du pouvoir, les communistes n'ont autorisé aucune publication sur la monarchie japonaise jusqu'à la parution, en 1986, de la traduction d'un livre de Kawahara Toshiaki sur l'empereur Shōwa (*Tennō Hirohito no Shōwa shi*). Et encore l'éditeur chinois avait-il ajouté une mise en garde sans précédent, expliquant que l'ouvrage devait faire l'objet d'une lecture critique. On pouvait y lire : « Profitant de la loyauté à l'empereur, les militaristes japonais poussèrent la population à se battre en présentant leur campagne d'agression comme une guerre sainte, et causèrent des torts immenses aux peuples de Chine et d'autres pays de la région Asie-Pacifique. » Les dirigeants chinois auraient-ils changé radicalement de position vis-à-vis de l'institution impériale depuis l'accession au trône du nouvel empereur?

Peut-être pensent-ils que l'allocution prononcée par Akihito à l'occasion de sa visite leur permettra de tourner, à leur avantage, la page sur le passé. Si tel est le cas, ils se méprennent totalement sur le Japon et sur ce qu'une « diplomatie impériale » peut ou non accomplir dans le cadre de la Constitution actuelle.

Une seconde Grande Muraille

Dans un autre ordre d'idées, il me semble que les autorités chinoises espèrent que la visite de l'empereur contribuera grandement au succès de leur nouvelle stratégie mondiale, surtout dans le contexte du refroidissement des relations sino-américaines. La victoire écrasante remportée par les Etats-Unis dans le Golfe les a profondément traumatisées. Et, peu après, la disparition du parti communiste soviétique, suivie de l'effondrement de l'URSS, a accru leur méfiance vis-à-vis des Américains. Dans la structure bipolaire de la guerre froide, la Chine pouvait jouer le rôle d'arbitre, mais, à présent, elle prend rapidement conscience du fait que l'Amérique est en passe de devenir la seule puissance hégémonique du monde.

Le communisme s'est écroulé non seulement en URSS et en Europe de l'Est, mais aux portes même de la Chine, en Mongolie. C'est évidemment une

2. Aujourd'hui, au Japon, le nom de Tanaka Kakuei est davantage associé à ses malversations qu'à son rôle dans le rétablissement des relations sino-japonaises. (N.D.L.R.)

victoire pour le libéralisme et la démocratie, mais les dirigeants chinois ne veulent pas le savoir et continuent à proclamer que le communisme finira par triompher. Pékin interprète l'effondrement de l'URSS comme une défaite infligée à l'économie soviétique par l'économie américaine. Pour éviter de subir le même sort, les autorités chinoises pensent donc qu'il suffira de renforcer l'économie du pays en la réformant et en l'ouvrant sur le monde. Et pour ne pas risquer de voir leur régime renversé par l'« évolution pacifique », ils projettent de bâtir une Grande Muraille idéologique et psychologique, tout en gardant un œil vigilant sur les Américains.

Ces derniers, pour leur part, persistent dans l'attitude de fermeté adoptée à l'égard de Pékin à la suite des événements de Tiananmen. Cette rupture pourrait bien, à mon avis, se prolonger. Contrairement à ce qui se passait jadis, quand de bons rapports avec la Chine permettaient de contrer la menace soviétique, Washington n'a plus besoin aujourd'hui de l'atout chinois, et cette perte d'influence accentue encore la méfiance de Pékin.

La Chine sait qu'elle ne peut pas rivaliser militairement avec l'écrasante puissance américaine, surtout dans le domaine des armements de pointe, mais elle peut étendre son influence militaire. Elle peut fournir des armes aux pays du tiers monde et faire des démonstrations de sa puissance navale dans la région Asie-Pacifique. Récemment, Pékin a ainsi eu recours à la diplomatie de la canonnière dans la mer de Chine méridionale et au large des îles Senkaku, signalant par là son intention de contrer l'hégémonie américaine par la force navale.

Les avances de Pékin

Ainsi donc, tout en encourageant la réforme et l'ouverture, le gouvernement chinois va vraisemblablement continuer de refuser toute démocratisation à l'intérieur de ses frontières, tandis que, à l'extérieur, il renforcera sa position militaire et exportera des armes, tout en affirmant œuvrer à la paix mondiale. Ces deux politiques, à usage, l'une interne et l'autre externe, constituent les deux faces de la stratégie mondiale que Pékin entend mettre en place.

Tout ceci explique l'évolution de la position chinoise vis-à-vis du Japon. Pékin observe avec un intérêt non dissimulé la détérioration des rapports économiques nippo-américains. Tout en proclamant n'avoir aucune intention de se prononcer sur les affaires intérieures d'un autre pays, et moins encore d'essayer de les influencer ou de s'en mêler, la Chine espère que les frictions empireront et freine-

ront les ambitions hégémoniques américaines. Cet espoir transparaît dans une série de déclarations où des dirigeants chinois affirmaient qu'ils ne s'opposeraient pas à l'émergence du Japon en tant que superpuissance politique. Ce qu'ils veulent dire par là c'est que, dans le cadre de leur stratégie, la présence d'un Japon puissant, faisant contrepoids aux Etats-Unis, n'est pas pour leur déplaire.

De fait, la Chine multiplie les avances à l'égard de Tōkyō. Elle assure ainsi que, tant que le Japon ne cherchera pas à devenir une superpuissance militaire, la progression de l'influence nipponne sur la scène asiatique et mondiale sera la bienvenue. Ce faisant, elle espère en fait restreindre l'emprise des Etats-Unis. Et c'est dans ce contexte qu'il faut replacer les invitations répétées à l'empereur. Sa visite représentera en outre un triomphe pour les autorités chinoises, vu qu'à l'heure actuelle le régime est internationalement isolé et en proie à de graves dissensions internes.

Dans de telles conditions, les Japonais feraient bien de mûrement réfléchir et de se demander si l'acceptation des avances de Pékin sert leurs intérêts. Étant donné la stratégie mondiale de la Chine, sa position à l'égard des Etats-Unis et l'attitude unanime des Occidentaux à son encontre, je pense que le Japon doit rejeter les avances de Pékin et garder une certaine distance à son égard. Ce choix, conforme aux responsabilités qui incombent à l'Archipel en Asie, s'impose d'autant plus que les deux pays entretiennent des liens étroits. En agissant autrement, le Japon montrerait qu'il se soucie aussi peu que les Chinois de ces valeurs universelles que sont les droits de l'homme, la démocratie et la liberté. Pire, le monde pourrait en conclure que cette indulgence obéit à des intérêts immédiats sur le marché chinois et que, une fois de plus, le pays se laisse exclusivement guider par une logique de superpuissance économique. Là encore, le Japon est à la croisée des chemins.

Le lecteur aura compris qu'à mon avis ni la situation politique et sociale en Chine, ni le climat international ne sont véritablement propices à un voyage de l'empereur. Toutefois, s'il s'agit d'une visite purement amicale, je n'y vois pas d'objection.

Le Japon : nation d'Asie ou d'Occident ?

Ce qui me gêne, c'est que le débat national sur la question n'ait pas dépassé le cadre habituel des relations sino-japonaises. Les événements de Tiananmen étant encore présents dans les mémoires, les médias du monde entier accorderont sans doute une

grande attention à cette visite sans précédent. Reste à savoir s'ils n'y verront pas le signe d'une trop bonne entente entre les deux nations. Je crains qu'à l'étranger la méfiance à l'égard du Japon, soupçonné de nourrir, de concert avec la Chine, un quelconque projet asiatique, n'aille en s'accroissant. Bref, le choix qui se pose ici au Japon réside entre un asiatisme partagé avec la Chine, et l'universalisme embrassé par les autres pays du monde libre.

Le Japon appartient, certes, à la communauté asiatique, mais la voie qu'il a choisie pour se développer, depuis 1868 et la Restauration de Meiji, a été de se détacher de l'Asie pour rejoindre l'Occident. Après la Seconde Guerre mondiale, il a adhéré aux valeurs démocratiques américaines et a fondé sur elles son essor ultérieur. Il est exclu qu'il fasse aujourd'hui volte-face pour réintégrer l'Asie, d'autant qu'il ne s'est pas écoulé un demi-siècle depuis l'époque où il écrasait ses voisins sous la fameuse bannière de la « Grande Sphère de Coprosérité de l'Asie Orientale ».

Renforcer l'amitié avec tous les pays asiatiques

Cela étant, le gouvernement doit, avant le voyage, réaffirmer avec la plus grande clarté son soutien à la défense des droits de l'homme et à toutes les autres valeurs universelles. En même temps, le Japon devra démontrer son attachement à une Asie ouverte. Pour ce faire, l'empereur et l'impératrice, qui depuis l'intronisation n'ont visité que trois pays de l'Asie du Sud-Est, pourraient faire de plus amples tournées dans la région. La diplomatie nippone doit se donner pour objectif de créer un climat qui permette au couple impérial, agissant en son propre nom et en tant que symbole du peuple japonais, d'effectuer, en toute liberté et quand les circonstances s'y prêtent, des visites amicales dans les pays d'Asie.

Dans un article récent paru dans un quotidien, Miura Shumon faisait la remarque suivante : « Si l'empereur et l'impératrice sont invités pour marquer la détermination à laisser le passé en arrière et à ouvrir la voie à l'avenir, je serai ravi de les voir se rendre en Chine ou même au Vietnam. »³ Je partage son opinion, et j'ajouterai à la liste la Corée du Sud, la Corée du Nord (une fois les relations diplomatiques rétablies) et Hong Kong. Le Japon doit en tout cas éviter de donner l'impression qu'il

accorde à la Chine un traitement particulier. Cela ne ferait qu'encourager les Chinois à considérer la visite comme un hommage qui leur serait rendu dans le cadre de la « diplomatie du tribut », cette détestable tradition chinoise vieille de trois mille ans.

Si les visites impériales étaient perçues comme de véritables démonstrations d'amitié, transcendant le cadre de la politique et de la diplomatie nationales, Taiwan pourrait être la destination suivante. Certes, les deux dernières décennies de rapports avec la Chine ont également été marquées par la rupture avec Taipei. Mais bien des Taiwanais se sentent proches du Japon et de la maison impériale, et une visite purement amicale serait sûrement bien reçue si elle pouvait être organisée hors du cadre politique et diplomatique, comme cela se fait déjà pour les échanges économiques et culturels. La diplomatie japonaise devrait d'ailleurs viser à établir avec Taipei des relations qui permettent à toutes sortes de personnalités de circuler librement entre les deux pays, sans se soucier des réactions de Pékin. Si la Chine s'engage réellement sur la voie de la réforme et de l'ouverture, il faut l'encourager à accueillir sans réserves des échanges actifs dans une Asie ouverte. Bien que Taiwan n'existe pas sur la carte diplomatique, le Japon a plus d'échanges commerciaux et humains avec ce pays qu'avec la Chine populaire. Tant que Tōkyō traitera Taiwan comme une entité fictive, sans voir que le pays a mûri aussi bien sur le plan politique et social que sur le plan économique, le Japon n'aura pas de véritable politique asiatique.

Le temps est venu pour notre pays de dépasser les soucis diplomatiques que lui inspire l'amitié sino-japonaise. Le gouvernement doit regarder la réalité en face et s'efforcer de promouvoir l'ouverture en Asie. Il doit chercher à percer les épaisses murailles qui subsistent encore dans la région et traiter franchement et équitablement avec la Chine et tous les autres pays. S'il adopte cette ligne de conduite, je suis sûr que la population donnera sa bénédiction à la visite impériale en Chine. (Avec l'aimable autorisation de Chūō Kōron Sha)

D'après « *Tennō hō-Chū to Nihon gaikō* », extrait du mensuel Chūō Kōron, septembre 1992, pp. 41-49

中嶋嶺雄 天皇訪中と日本外交 中央公論 1992年9月号

3. Miura Shumon, « Seiji o kaihi, yūkō e no shiten e » (Pour un voyage qui transcende la politique et serve de point de départ à l'amitié), *Sankei Shimbun*, 15 avril 1992.